

ASSEMBLEE
GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



SEANCE

Samedi 15 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité <i>ad hoc</i> pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2178, A/C.4/L.231, A/C.4/L.233, A/C.4/L.234] (suite)	179
Programme de travail	186

Président: M. Rodolfo MUNOZ (Argentine).

Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2178, A/C.4/L.231, A/C.4/L.233, A/C.4/L.234] (suite)

[Point 36*]

1. M. YOURANS (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que le Chapitre XI de la Charte impose certaines obligations aux Puissances qui administrent des territoires non autonomes. Dans sa résolution 66 (I), l'Assemblée générale a indiqué la liste de ces territoires. En vertu de la Charte, les Puissances coloniales sont tenues de transmettre des renseignements qui doivent permettre à l'Organisation de déterminer si elles s'acquittent des obligations qu'elles ont contractées.

2. Certaines Puissances administrantes ont décidé arbitrairement de ne plus soumettre de renseignements sur plusieurs territoires non autonomes comme la Guadeloupe, la Nouvelle-Calédonie, la Zone du Canal de Panama, Malte, les Antilles néerlandaises, et d'autres, parce qu'elles craignent de révéler à l'opinion publique mondiale la situation qui règne dans ces territoires. C'est ainsi que s'est posée la question des facteurs.

3. La liste de ces facteurs, qui figure dans le rapport du Comité *ad hoc* (A/2178) marque un progrès, mais elle ne peut être considérée comme définitive ou complète. Lorsque l'Assemblée générale aura adopté une liste de critères, il faudra encore déterminer de quelle manière elle réunira les données nécessaires pour s'assurer que les populations d'un territoire donné s'administrent complètement elles-mêmes.

4. L'Union soviétique estime qu'aucune Puissance administrante ne peut cesser de fournir des renseigne-

ments sur un territoire non autonome quelconque avant que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes ait examiné tous les renseignements concernant le statut de ce territoire et fait savoir à l'Assemblée générale que ce territoire ne relève plus de l'Article 73, e, de la Charte. Les Puissances coloniales ne pourront cesser de transmettre des renseignements que lorsque les territoires non autonomes seront devenus des Etats indépendants et souverains dont la population exerce tous les pouvoirs: pouvoir législatif, pouvoir exécutif et pouvoir judiciaire.

5. L'Union soviétique votera le projet de résolution commun (A/C.4/L.231) mais elle présente un amendement (A/C.4/L.233) tendant à ajouter le membre de phrase suivant à la fin du troisième considérant:

"et précisé que, dans un délai maximum de six mois après la communication des renseignements susvisés, il convient de transmettre tous autres renseignements qui peuvent être nécessaires dans de tels cas, y compris les textes constitutionnels, législatifs ou réglementaires concernant le gouvernement du territoire, et les textes relatifs aux liens constitutionnels entre le territoire et le Gouvernement métropolitain."

6. M. RIFAI (Syrie) estime que la question examinée par le Comité *ad hoc* est délicate et complexe. Le rapport du Comité *ad hoc* ne peut être considéré que comme un guide utile. Comme le représentant des Etats-Unis l'a déclaré au cours de la 274^{ème} séance de la Commission, on risquerait, en essayant d'établir une liste trop complète, de conclure qu'aucune population n'est digne de se gouverner elle-même. La délégation syrienne estime qu'une nouvelle étude n'est pas nécessaire à cet égard; elle votera pour le projet de résolution commun.

7. M. Rifai juge inquiétantes les déclarations faites au cours du débat par les représentants de certaines Puissances administrantes. Selon ces représentants, seules les Puissances administrantes ont qualité pour déterminer si un territoire donné est autonome ou ne l'est pas, et la Charte ne limiterait en rien leur souve-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

raineté à cet égard. Si le Gouvernement syrien estime qu'il n'appartient pas aux seules Puissances administrantes de déterminer si un territoire donné a atteint le stade du "self-government", ce n'est pas pour entraver le progrès de ces territoires vers l'indépendance, mais afin de s'assurer que cette indépendance n'est pas illusoire. M. Rifai précise que dans son esprit les mots indépendance et "self-government" sont synonymes. Toute tentative d'établir une distinction subtile entre l'indépendance et le "self-government" serait contraire aux objectifs de la Charte. Cette distinction injustifiée a pour seul objet de permettre aux Puissances coloniales de prétendre qu'un territoire peut être considéré comme se gouvernant lui-même dès qu'il jouit d'une certaine autonomie en matière sociale, économique et scolaire. Une telle conception, jointe à la théorie de la compétence exclusive des Puissances administrantes, réduirait à néant tout espoir d'émancipation des peuples coloniaux et enlèverait toute raison d'être au Chapitre XI de la Charte. Si l'on adoptait cette interprétation, on s'apercevrait bientôt qu'aucun territoire non autonome ne relève plus des Nations Unies. C'est ainsi par exemple que le Maroc pourrait soudain atteindre une prétendue autonomie en étant simplement rattaché à l'Union française.

8. Les obligations du Chapitre XI de la Charte lient tous les Membres des Nations Unies. Les Puissances administrantes ne peuvent prendre de décisions unilatérales sur l'avenir des territoires non autonomes. Comme l'a déclaré le représentant de l'Inde, le statut des territoires non autonomes ne peut changer que de deux manières : ou bien ces territoires peuvent accéder à l'indépendance complète, comme dans le cas de l'Indonésie, ou bien ils peuvent être transformés en Territoires sous tutelle. L'Organisation des Nations Unies, en envisageant une modification du statut d'un territoire non autonome, devra tenir compte de la volonté librement exprimée de sa population.

9. La Syrie pense que si les graves divergences de vues qui séparent à ce sujet les Membres des Nations Unies ne s'atténuent pas, il conviendrait de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

10. M. ABOU KHADRA (Arabie saoudite) estime que le caractère complexe de la question ressort du rapport du Comité *ad hoc*. Il est réconfortant de constater que les membres du Comité *ad hoc* ont pu se mettre d'accord sur les deux principes qui figurent dans le paragraphe 5, C, du rapport.

11. La délégation de l'Arabie saoudite est d'avis que l'Assemblée générale a qualité pour décider si un pays a atteint le stade du "self-government" et si la Puissance qui l'administre peut cesser de transmettre des renseignements à son sujet. S'il existe un doute quelconque à ce sujet, peut-être conviendrait-il de rechercher l'avis consultatif de la Cour internationale ou de renvoyer la question à la Sixième Commission.

12. Il serait dangereux d'accorder une importance excessive au régime politique en vigueur dans un territoire pour déterminer le stade qu'il a atteint sur la voie de l'autonomie. La situation et les traditions diffèrent considérablement à cet égard d'un territoire à l'autre et les facteurs énumérés dans le rapport du Comité ne peuvent être appliqués d'une manière rigide aux diverses régions qui relèvent du Chapitre XI de la Charte.

13. L'Arabie saoudite pense que la liste des facteurs qui figurent dans le rapport du Comité *ad hoc* est concise et adéquate. Pour ce qui est des facteurs concernant l'indépendance, il convient de tenir particulièrement compte de la mesure dans laquelle la population autochtone a pris conscience de son unité politique, économique et sociale. Ce facteur est également très important dans le cas de l'association d'un territoire donné avec la métropole ou avec un autre Etat, car il permet de juger si les populations se sont prononcées pour une telle association en toute liberté.

14. En réponse aux observations formulées au cours de la séance précédente par le représentant des Etats-Unis, M. Abou Khadra déclare qu'il est certes possible qu'un territoire désire librement s'associer à la métropole ou à un autre Etat, mais que de tels cas ne sauraient jamais être que de rares exceptions à la règle. Il serait très dangereux d'en faire un principe applicable à tous les territoires. En règle générale, les territoires non autonomes doivent ou bien accéder à l'indépendance et devenir membre de l'Organisation des Nations Unies ou bien être placés sous le régime international de tutelle.

15. Le représentant de l'Arabie saoudite regrette que plusieurs Puissances coloniales aient cessé pour certains territoires, de transmettre les renseignements prévus à l'Article 73, e, de la Charte.

16. Le projet de résolution commun demande à l'Assemblée générale d'approuver le rapport du Comité *ad hoc*. En dépit des divergences d'interprétation auxquelles certaines parties de ce rapport ont donné lieu, la délégation de l'Arabie saoudite estime que ce document est satisfaisant. Elle votera donc en faveur du projet de résolution.

17. M. LANNUNG (Danemark) considère que la liste des facteurs qui figure dans l'annexe à la résolution 567 (VI) de l'Assemblée générale constitue une base de discussion acceptable. Le rapport du Comité *ad hoc* n'appelle pas d'observations particulières de la part du Gouvernement danois.

18. M. Lannung a constaté avec satisfaction que le Comité a maintenu la distinction fondamentale entre les facteurs qui permettent de conclure qu'une population a accédé à l'indépendance ou à une forme d'autonomie et ceux qui permettent de conclure qu'un territoire s'est librement associé à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays. En ce qui concerne ces derniers facteurs, il conviendrait peut-être de procéder à une subdivision en envisageant, d'une part, les cas où le territoire est rattaché à un Etat du type fédéral, et d'autre part les cas où il est rattaché à un Etat du type unitaire. Mais, que cette division soit faite ou non, la question est secondaire. La question essentielle est que l'on soit d'accord pour admettre que la population d'un territoire qui, de sa propre volonté — librement exprimée en connaissance de cause et par des voies démocratiques — s'associe à la métropole ou à un autre pays, a acquis de ce fait une autonomie complète. Dans le cas d'un Etat unitaire, il est essentiel que le territoire rattaché à cet Etat jouisse du même statut que les autres parties constitutives de cet Etat. Dans ce cas, le degré d'autonomie locale n'est pas un facteur capital, car il dépend du caractère plus ou moins centralisé de cet Etat. Il convient de se souvenir que pour un territoire dont la population est très faible et n'est

guère assez nombreuse pour lui permettre de former un Etat indépendant, le rattachement à un autre Etat constitue le seul moyen pratique de permettre à la population de ce territoire de s'administrer complètement elle-même, conformément aux vœux librement exprimés par cette population.

19. M. Lannung mentionne à ce sujet les vœux et l'attitude de la population du Groenland; la position de la délégation danoise en ce qui concerne la question des facteurs a été influencée par cette attitude. Le Gouvernement du Danemark rappelle à ce propos que le Conseil national du Groenland a examiné au cours de l'été 1952 la question du statut futur de ce territoire. M. Augot Lynge, membre du Conseil national groenlandais, a déclaré notamment que le Groenland désire être associé ou intégré au Danemark. Sur la proposition de M. Lynge, le Conseil national groenlandais, composé de représentants élus au suffrage universel et égal pour tous par la population du Groenland, a adopté à l'unanimité une résolution tendant à ce que la nouvelle constitution du Danemark fasse du Groenland un *amt* — c'est-à-dire un comté ou une province du Danemark et à ce que le Groenland envoie des représentants au Parlement danois. Le Gouvernement et le Parlement danois ont l'intention, avec l'accord de tous les partis politiques, de modifier la Constitution du Danemark conformément aux aspirations de la population du Groenland. Cela pourrait prendre un certain temps car la procédure d'amendement est complexe.

20. M. Lannung considère que le facteur fondamental doit être la volonté librement exprimée de la population. Si la population d'un territoire et la Puissance administrante estiment toutes deux que la population du territoire s'administre complètement elle-même au sens du Chapitre XI de la Charte, il est évident que l'Organisation ne devrait placer aucun obstacle sur leur chemin.

21. D'ailleurs, la délégation danoise pense que les facteurs qui figurent dans le rapport du Comité *ad hoc* doivent servir à déterminer non seulement si une Puissance peut cesser de transmettre les renseignements prévus à l'Article 73, e, de la Charte, mais aussi si certaines Puissances ne devraient pas commencer d'envoyer ce genre de renseignements sur certains territoires qu'elles administrent.

22. Le Danemark a déjà affirmé, lors de l'adoption de la résolution 218 (III), de l'Assemblée générale, que l'Etat responsable de l'administration d'un territoire a le droit de déterminer lui-même le statut constitutionnel des territoires qui sont placés sous sa souveraineté. Le Danemark fournira à l'Organisation des renseignements sur toute modification apportée au statut du Groenland, mais, ce faisant, il estime qu'aucune mesure prise à ce sujet par ses organes constitutionnels n'est sujette à révision par les Nations Unies. L'attitude du Danemark à l'égard du projet de résolution commun sera déterminée par ces considérations.

23. M. PONCE YEPEZ (Equateur) déclare que l'obligation pour les Puissances administrantes de transmettre des renseignements sur la situation des territoires non autonomes résulte d'un accord multilatéral conclu par ces Puissances avec les autres signataires de la Charte. Les Puissances administrantes ne peuvent donc cesser de transmettre ces renseignements que si la situation des territoires en question s'est radicalement

modifiée. C'est pourquoi il est important de déterminer les facteurs dont il convient de tenir compte pour déterminer si les populations d'un territoire s'administrent complètement elles-mêmes. Le rapport du Comité *ad hoc* constitue une étude précieuse sur ce problème particulièrement complexe. Aucun facteur ne peut être considéré comme décisif et il convient de tenir compte de la situation particulière de chaque territoire.

24. Il serait extrêmement utile de pouvoir énoncer un critère général, qui tienne compte du principe de l'indivisibilité de l'autonomie. M. Ponce Yépez rappelle à ce sujet qu'au cours de la sixième session, à la 242ème séance de la Commission, le représentant d'une Puissance administrante a déclaré que l'autonomie économique n'était pas possible sans autonomie politique et que l'autonomie est une et indivisible. Le projet de résolution commun, et notamment le paragraphe 4 de son dispositif, marquent un net progrès dans ce sens.

25. En ce qui concerne l'extension qu'une certaine Puissance administrante voudrait donner au Chapitre XI de la Charte, M. Ponce Yépez soutient que l'Article 73, e, s'applique uniquement et exclusivement aux territoires non autonomes et jamais aux populations qui sont des éléments constitutifs et essentiels des Etats indépendants et pleinement souverains. Toute interprétation contraire constituerait une violation évidente du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte et un danger pour l'intégrité même des Etats modernes.

26. M. COOPER (Libéria) rappelle que le représentant de la Belgique a déclaré au cours de la 259ème séance que le Libéria a été une colonie. M. Cooper demande au représentant de la Belgique si son pays n'a jamais été soumis à l'oppression d'une Puissance étrangère. A la suite de violations commises par certaines Puissances coloniales, le Libéria a dû proclamer son indépendance vingt ans à peine après sa constitution en colonie, sur les conseils amicaux des Etats-Unis. Le Libéria a été fondé par des noirs qui avaient été enlevés à leurs foyers par certaines Puissances coloniales et qui sont ensuite revenus dans leur pays grâce à la générosité de puissants amis. La Constitution du Libéria stipule expressément que seuls les noirs ou les personnes d'ascendance noire peuvent devenir citoyens du Libéria et posséder des terres dans ce pays. Certains représentants pourraient estimer qu'il s'agit là d'une disposition discriminatoire, mais c'est en partie grâce à cette clause que le Libéria a préservé son indépendance. Si, comme l'a déclaré le représentant de la Belgique, les habitants du Libéria parlent une langue étrangère, la faute en est aux Puissances coloniales qui les ont arrachés à leur pays.

27. Le représentant de la Belgique a prétendu à nouveau à la 274ème séance que le Libéria devrait transmettre des renseignements sur certaines tribus autochtones. Il a fait valoir que la Charte ne mentionne pas le mot "colonie", mais il est évident que le terme "territoire non autonome", qui figure dans la Charte, est synonyme de colonie, comme en témoignent les rapports adressés par les Puissances coloniales elles-mêmes à l'Assemblée générale. Il est absurde de prétendre que la portée des mots "territoire non autonome" peut également s'étendre aux Etats souverains. C'est pour éviter toute interprétation de cet ordre que les auteurs de la Charte ont expressément interdit à l'Organisation d'intervenir dans les affaires qui relèvent

essentiellement de la compétence nationale d'un Etat. Si l'on essayait d'appliquer le principe énoncé par le représentant de la Belgique à des Etats comme le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Union soviétique ou la Belgique elle-même, on en apercevrait immédiatement toute l'inanité.

28. On a créé le Comité *ad hoc* parce que certaines Puissances administrantes ont cessé de transmettre des renseignements sur plusieurs territoires qu'elles administrent, sous prétexte que ces territoires ont atteint un certain degré d'autonomie. Même s'il était possible d'établir une liste des facteurs qui permettent de déterminer si la population d'un territoire s'administre complètement elle-même, la question essentielle serait de savoir qui a qualité pour appliquer ces critères à un territoire donné. Certains représentants estiment que ce droit appartient à l'Assemblée générale; de leur côté les Puissances administrantes déclarent qu'elles sont seules compétentes dans ce domaine; enfin les populations autochtones des territoires non autonomes peuvent également faire valoir qu'elles sont directement intéressées en la matière et que c'est pour elles qu'a été rédigé le Chapitre XI de la Charte. Tant que cette question n'aura pas été réglée, toute résolution adoptée ne pourra être appliquée qu'avec le bon vouloir des Puissances administrantes, et le but qu'on a recherché en créant un Comité *ad hoc* ne sera pas atteint. Les auteurs du projet de résolution commun ont d'ailleurs conscience de ce fait. Le Libéria estime que l'adoption du projet de résolution ne pourra donner aucun résultat concret. Les Puissances administrantes conserveront en effet, de toute manière, la liberté d'appliquer à chaque territoire les critères qui leur conviennent.

29. On a souvent demandé en quoi consiste le "self-government". Le représentant du Libéria rappelle à ce sujet la disposition des alinéas b et e de l'Article 73 de la Charte et il fait observer qu'on peut en conclure que la question de savoir si la population d'un territoire s'administre complètement elle-même dépend de facteurs politiques, sociaux, économiques et culturels ou d'une combinaison de ces facteurs. Il semble ressortir du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution commun qu'un territoire ne peut être considéré comme s'administrant lui-même que lorsqu'il a atteint un certain degré de développement politique, économique et social. Bien que telle ne soit certainement pas l'intention de ses auteurs, l'adoption du projet de résolution risque de retarder l'évolution des territoires non autonomes vers l'autonomie et l'indépendance. Le Libéria estime donc préférable d'adopter simplement une résolution approuvant le rapport du Comité *ad hoc*, jusqu'au moment où l'Assemblée générale aura réglé la question de savoir quels sont les organes compétents pour décider si un territoire est prêt ou non à s'administrer lui-même.

30. Si les auteurs du projet de résolution commun insistent pour que leur projet soit mis aux voix tel qu'il est, la délégation du Libéria votera en faveur de ce texte, mais elle estime qu'il n'a guère de chance d'accélérer l'évolution des populations autochtones vers l'autonomie et l'indépendance.

31. M. NAJAR (Israël) constate que le projet de résolution commun n'est pas très détaillé en ce qui concerne les facteurs dont il est question dans le rapport; par contre, il aborde de front divers problèmes sur lesquels le Comité *ad hoc* ne s'est pas prononcé

directement. Les débats ont montré que ce projet soulève les questions suivantes: Qui a le droit de décider si un territoire est ou n'est pas un territoire dont la population ne s'administre pas encore complètement elle-même? Qui a le droit de décider qu'un territoire non autonome a cessé de l'être et s'administre complètement lui-même? Quelle est la définition exacte de l'expression "capacité de s'administrer elles-mêmes" ou "self-government" utilisée au Chapitre XI de la Charte? Ce "self-government" se distingue-t-il de l'indépendance dont il est question au Chapitre XII de la Charte et, dans l'affirmative, en quoi? La transmission des renseignements, dont il est question à l'Article 73, e, peut-elle cesser avant qu'un territoire soit devenu un pays dont la population s'administre complètement elle-même? Qui peut décider que la transmission des renseignements peut prendre fin? Et, finalement, qui peut décider de la validité d'un accord politique intervenu entre une Puissance administrante et un territoire dont elle avait autrefois l'administration, mais qui, suivant elle, a accédé à l'autonomie?

32. Dans l'ensemble, ces questions mettent en cause l'étendue des pouvoirs de l'Assemblée générale et sortent du cadre de la transmission des informations et de leur libre discussion par la Quatrième Commission. Sur chacune d'elles, les vues des huit Puissances administrantes s'opposent totalement aux opinions exprimées dans le projet de résolution commun. Les Puissances administrantes fondent leur conception de leurs obligations sur les Articles 73 et 76 de la Charte et, aussi, sur le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Des problèmes constitutionnels fondamentaux se posent donc sur le plan du droit international autant que sur le plan du droit interne.

33. La solution réelle des difficultés auxquelles se heurte la Commission ne réside pas dans le vote d'une résolution de caractère doctrinal et d'importance majeure par une majorité qui ne compterait aucune des Puissances administrantes. Le trouble des esprits est bien traduit par le fait que deux délégations qui ont appuyé le projet de résolution ont évoqué en même temps l'éventuelle nécessité de solliciter un avis consultatif de la Cour internationale de Justice. On se trouve ainsi en présence tantôt d'une accumulation de thèses juridiques, tantôt d'une analyse de plus en plus poussée des conditions de l'autonomie et de l'indépendance, dont on ne sait si elle sert ou dessert la cause du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que l'on veut promouvoir.

34. En agissant comme le préconise le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution commun, c'est-à-dire en examinant le cas de chaque territoire selon les circonstances particulières, on éviterait un conflit juridique que la Quatrième Commission ne pourrait pas résoudre et on réaliserait des progrès bien plus substantiels. La délégation d'Israël suggère que l'on recherche la solution du problème dans la conciliation ou dans des consultations renouvelées, car elle ne croit pas que l'adoption d'une résolution qui demeurerait sans effet servirait la cause des Nations Unies et celle des territoires non autonomes.

35. Quant au rapport du Comité *ad hoc*, il représente certes un effort, mais on peut se demander s'il était nécessaire. En effet, le titre que ce rapport donne à la liste des facteurs signifie qu'il considère que l'objectif

final du Chapitre XI de la Charte est l'indépendance politique totale, qui peut revêtir des formes diverses d'autonomie séparée ou associée librement acceptées par les populations des territoires intéressés. Une vue aussi claire ne demandait pas une longue et laborieuse énumération de facteurs et ne résout pas du reste les difficultés. Le problème réel, qui demeure entier, consiste à conclure un *modus vivendi* constructif avec les Puissances administrantes en ce qui concerne la portée des dispositions pertinentes de la Charte.

36. M. TAJIBNAPIS (Indonésie) rappelle qu'à la séance précédente, le représentant de la Belgique a demandé pourquoi certains Etats qui n'administrent pas de territoires n'ont pas envoyé au Secrétaire général des renseignements concernant les groupes arriérés de leur population. La réponse à cette question est fort simple. L'Article 73 ne s'applique pas aux territoires métropolitains. Cette interprétation n'est pas seulement fondée sur les travaux préparatoires de San-Francisco, mais également sur l'Article 74 de la Charte.

37. M. Tajibnapis cite des extraits du compte rendu sténographique de la onzième séance du Comité II/4 de la Conférence de San Francisco¹ pour prouver que l'on n'avait pas eu l'intention d'étendre aux territoires métropolitains les dispositions relatives aux territoires non autonomes. Tout en reconnaissant que cette question ne pouvait être tranchée par une décision présidentielle, le Président du Comité II/4 avait estimé que les dispositions en question ne s'appliquaient manifestement pas aux territoires métropolitains. Tel avait été également l'avis des représentants de la Grèce et du Royaume-Uni. M. Tajibnapis ne doute pas que le gouvernement actuel du Royaume-Uni n'interprète de la même manière les dispositions de l'Article 73 de la Charte.

38. Par ailleurs, il voudrait savoir pourquoi le représentant de la Belgique n'a pas adressé également aux Etats-Unis et au Canada les questions qu'il a posées à l'Indonésie. Pourquoi les a-t-il adressées seulement à des Etats d'Asie, d'Amérique latine ou du Moyen-Orient? M. Tajibnapis demande au Président de déclarer que le représentant de la Belgique est sorti du cadre de la discussion, au cours de la séance précédente, lorsqu'il a fait allusion à la situation dans certains Etats souverains.

39. Le PRESIDENT rappelle qu'il a fait une déclaration à ce sujet à la fin de la séance précédente. Il invite le représentant de l'Indonésie à s'y reporter.

40. M. Shiva RAO (Inde) déclare qu'il n'a pas soulevé une motion d'ordre lorsqu'à la séance précédente, le représentant de la Belgique a traité des questions relevant exclusivement de la compétence nationale d'Etats Membres des Nations Unies. Il n'a pas voulu donner l'impression que l'Inde avait quoi que ce soit à cacher. Il tient cependant à affirmer que le représentant de la Belgique est sorti manifestement du cadre de la discussion.

41. Sans vouloir s'engager sur la même voie que lui, M. Rao tient à répondre aux observations que le représentant de la Belgique a faites en ce qui concerne la

tribu des Nagas, dans le nord-est de l'Inde, et des îles Andaman et Nicobar. Comme la délégation de l'Inde l'a fait remarquer déjà au sein du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, le Gouvernement de l'Inde consacre des efforts considérables au développement de toutes ces tribus et castes arriérées, et notamment des Nagas. A ce propos, M. Rao cite des extraits d'un discours qu'a prononcé le Premier Ministre de l'Inde à Shillong, capitale de l'Etat d'Assam, le 19 octobre 1952; il ressort de ce discours que les tribus se développent dans le cadre de leur culture et de leurs traditions propres et que la population jouit d'une autonomie considérable. D'autre part, l'Inde s'est attachée à développer les îles Andaman et Nicobar, dont le potentiel économique est considérable mais qui n'ont été utilisées que comme colonies pénitenciaires jusqu'à l'accession de l'Inde à l'indépendance; ces îles constituent d'ailleurs un Etat de l'Union indienne.

42. Le représentant de la Belgique n'a cessé de défendre la thèse suivant laquelle l'administration des territoires non autonomes relève exclusivement de la compétence nationale des Puissances administrantes. Ce point de vue n'est cependant pas universellement partagé et M. Rao rappelle la déclaration qu'a faite le Ministre des affaires étrangères de la Suède devant la Commission politique spéciale, le 12 novembre 1952²; il ressort de cette déclaration que la question des relations entre les Etats Membres et les territoires non autonomes revêt un caractère international et ne relève plus exclusivement de la compétence nationale des Puissances administrantes.

43. M. Rao a écouté avec beaucoup d'intérêt les observations formulées par le représentant d'Israël. Dans les circonstances actuelles il est vain, en effet, de rechercher une interprétation purement théorique de certaines dispositions et il serait préférable de rechercher un accord avec les Puissances administrantes, aux termes duquel ces dernières, tout en continuant d'exercer leur autorité sur les territoires non autonomes, permettraient aux Etats non administrants d'exercer une influence sur l'administration de ces territoires. La délégation de l'Inde n'a cessé de préconiser la conclusion d'accords particuliers et M. Rao cite l'exemple de l'accord qui a abouti au maintien de la République indienne dans le cadre du Commonwealth britannique. Il ne faut jamais reculer devant les formules nouvelles.

44. M. INGLES (Philippines) rappelle que sa délégation a déjà eu l'occasion de faire connaître son point de vue au Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, à sa session de 1951, et au cours de la sixième session de l'Assemblée générale. De plus, le Gouvernement des Philippines a formulé des observations écrites qui figurent dans les documents A/AC.58/1 et A/AC.58/1/Add.4. Dans ce dernier document, le Gouvernement des Philippines, s'appuyant sur les travaux préparatoires de San-Francisco, rejette la thèse du Gouvernement belge suivant laquelle le Chapitre XI de la Charte s'applique aux groupes minoritaires moins développés qui habitent sur le territoire métropolitain d'un Etat Membre. La délégation des Philippines a cité des extraits du compte rendu de la onzième séance du Comité II/4

¹ *United Nations Conference on International Organization, Committee II/4, May 31, 1945, Volume 69.*

² Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Commission politique spéciale, 13ème séance.

de la Conférence de San-Francisco, pour prouver que le Chapitre XI ne s'applique qu'aux territoires non autonomes. M. Inglès tient cependant à répondre aux observations du représentant de la Belgique qui, parlant des tribus prétendument sauvages de l'île de Luzon, a dit qu'elles étaient plus arriérées que les Congolais. Or, ces tribus avaient une civilisation à elles bien avant la création de l'Etat belge. Leurs méthodes de culture du riz sur les terrasses s'élevant à pic des vallées jusqu'au sommet des montagnes s'avèrent, maintenant encore, des merveilles d'ingéniosité.

45. Qu'ils soient païens, chrétiens ou musulmans, les Philippins constituent une seule race, et ils ont eu l'occasion de manifester leur solidarité au cours de la dernière guerre mondiale. En vertu de la Constitution de 1935, tous les citoyens philippins ont les mêmes droits, sans aucune distinction. Il n'existe notamment aucune distinction entre les chrétiens et les non-chrétiens. Un Moro de l'île de Mindanao fait partie du Sénat dont les membres sont élus au suffrage universel dans tout le pays. Les non-chrétiens élisent leurs représentants à la Chambre des députés, ainsi que leurs représentants aux organes régionaux et municipaux; il en est de même dans tout le reste du pays. Si les Congolais jouissaient des mêmes droits fondamentaux que les non-chrétiens philippins, ils seraient bien proches de l'autonomie complète dont il est question au Chapitre XI de la Charte.

46. Si les Philippines étaient tenues, par une convention internationale, de communiquer des renseignements sur leur situation intérieure, elles s'exécuteraient bien volontiers et n'hésiteraient pas notamment à fournir des renseignements sur leur progrès politique, car elles sont fières de leurs réalisations dans ce domaine.

47. Abordant ensuite le fond de la question, M. Inglès tient à répondre à certaines observations formulées par les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni, qui ont estimé qu'il importait de définir d'abord les termes "territoires", "populations" et *self-government*. Au cours du débat général, le Gouvernement des Philippines a démontré que le Chapitre XI ne s'applique qu'aux populations dépendantes vivant dans les territoires dépendants.

48. Le représentant de l'Australie a insisté, d'autre part, au cours de la 272^{ème} séance, sur le fait que le mot "indépendance" ne figure pas dans le Chapitre XI de la Charte. A ce propos, M. Inglès cite un extrait d'une déclaration faite par le représentant de l'Australie à la Conférence de San-Francisco d'où il ressort que les dispositions relatives aux territoires non autonomes n'excluent pas la possibilité pour ces territoires d'accéder finalement à l'indépendance, qui est en fait la forme d'autonomie la plus haute et la meilleure. M. Inglès cite également une déclaration faite à l'époque par le représentant du Royaume-Uni qui avait estimé que le terme *self-government* n'exclut pas l'indépendance.

49. De son côté, le représentant des Etats-Unis avait déclaré à la onzième séance du Comité II/4 de la Conférence de San-Francisco que la Charte comporte quatre parties importantes intéressant les territoires non autonomes, à savoir le Préambule, qui énonce les principes fondamentaux de l'Organisation, le Chapitre I qui énonce les buts et principes généraux de l'Organisation, le Chapitre XI qui contient une déclaration de

politique générale en ce qui concerne les territoires non autonomes et enfin le Chapitre XII relatif au régime international de tutelle. Le représentant des Etats-Unis avait ajouté que c'était dans le cadre de ces principes que devait se produire l'évolution des peuples vers l'autonomie complète, qui, finalement, les placerait sur un pied de souveraine égalité avec les autres nations. Ainsi donc, il est évident que, pour les Puissances administrantes elles-mêmes, l'expression *self-government* comprend l'idée d'indépendance. Les Puissances administrantes ne sauraient donc prétendre aujourd'hui que le mot "indépendance" n'a pas sa place dans la liste des facteurs parce qu'il n'a pas été explicitement mentionné dans le Chapitre XI.

50. Par ailleurs, M. Inglès fait observer que l'Article 73 de la Charte mentionne les populations qui ne s'administrent pas encore "complètement" elles-mêmes. On peut déduire sans hésitation de l'Article 73 que seule l'indépendance des territoires non autonomes peut libérer les Puissances administrantes des obligations qui leur incombent en vertu du Chapitre XI. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a d'ailleurs déclaré à la troisième séance de la Commission II de la Conférence de San-Francisco, le 20 juin 1945³, que pour les dominions du Commonwealth britannique, les mots *self-government* et indépendance sont synonymes.

51. Lorsqu'il s'agit de déterminer à qui il appartient de décider si le Chapitre XI cesse de s'appliquer à un territoire particulier, il convient de rechercher d'abord quelles sont exactement les obligations qu'impose le Chapitre XI. Ces obligations ressortent clairement de l'Article 73. Pour sa part, le représentant de la France a déclaré, au cours de la 274^{ème} séance, que seul l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte imposait des obligations aux Puissances administrantes. M. Inglès souligne à ce propos que dans l'Article 73 de la Charte les Puissances administrantes ont accepté comme une mission sacrée l'obligation de favoriser la prospérité des populations qui ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes. Il existe d'ailleurs une similitude entre les obligations qu'impose le Chapitre XI de la Charte et l'article 22 du Pacte de la Société des Nations. Seulement les modalités d'application de l'article 22 du Pacte correspondent plus étroitement aux dispositions des Chapitres XII et XIII de la Charte et aux Accords de tutelle qu'aux dispositions de l'Article 73, e, de la Charte. Mais les obligations que suppose la "mission sacrée" confèrent aux territoires non autonomes à qui s'appliquent le Chapitre XI, tout comme aux territoires jadis sans mandat, un statut international spécial qui ne saurait être modifié unilatéralement par les Puissances administrantes sans le consentement des Nations Unies, ainsi qu'il ressort de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur le statut du Sud-Ouest africain⁴.

52. Certes, comme l'ont déclaré les Puissances administrantes, le Chapitre XI de la Charte constitue une déclaration unilatérale de leur part. Mais s'il en était ainsi au moment où cette déclaration a été faite, son incorporation dans la Charte lui donne désormais un caractère obligatoire. Il s'ensuit que tous les signataires

³ Voir *Conférence des Nations Unies pour l'organisation internationale*, II/16.

⁴ Voir *Statut international du Sud-Ouest africain, Avis consultatif*: C. I. J., Recueil 1950, p. 128.

de la Charte ont le droit et le devoir de veiller au respect des obligations qu'impose le Chapitre XI.

53. Il est vrai que les Gouvernements de la France, de la Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis ont formulé des réserves en transmettant des renseignements sur les territoires non autonomes qu'ils administrent. Ils ont déclaré qu'ils transmettaient ces renseignements sans préjudice de la définition du terme "territoire autonome" qui pourrait être donnée ultérieurement. Ce faisant, ils n'ont pas nié la compétence de l'Assemblée générale, mais ont, au contraire, indiqué qu'ils attendaient une définition de l'Assemblée générale.

54. Au sujet de la liste des facteurs soumis à l'examen de la Commission, M. Inglès ne peut que réitérer les déclarations que son gouvernement a faites dans l'exposé (A/AC.58/1/Add.4) qu'il a adressé au Secrétaire général en vertu de la résolution 567 (VI) de l'Assemblée générale. Le Gouvernement des Philippines estime que si l'on admet qu'il peut y avoir autonomie complète sans indépendance, rien ne s'oppose plus à ce que l'on établisse une classification de tous les degrés possibles d'autonomie en décidant arbitrairement que certains de ces degrés constituent une autonomie complète; autrement dit, on aurait la possibilité de bloquer à n'importe quel moment l'évolution d'un territoire vers l'indépendance. Dans l'esprit des auteurs de la Charte, il ne pouvait y avoir que deux cas possibles d'autonomie complète sans proclamation d'indépendance, à savoir le statut de dominion tel qu'il existe dans le Commonwealth britannique et la qualité de Membre des Nations Unies. Dans un cas comme dans l'autre, cette autonomie se distingue à peine de l'indépendance.

55. La délégation des Philippines ne peut donc accepter sans réserve le principe de l'association d'un territoire sur un pied d'égalité à d'autres parties de la métropole ou d'un autre pays. Elle estime que l'union ou l'association ne peuvent être que la conséquence de l'indépendance ou d'un plébiscite où la population, ayant à choisir entre l'indépendance et l'association, se sera librement prononcée en faveur de cette dernière solution. La délégation des Philippines accepte la première partie de la liste des facteurs permettant de conclure qu'une population a accédé à l'indépendance, mais elle ne pourra accepter la deuxième partie que s'il est entendu que l'indépendance ou une complète liberté d'action sont une condition préalable de l'association à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays. Avec ces réserves, la délégation des Philippines approuve le projet de résolution en cours d'examen, qui exprime des idées qu'elle a elle-même soutenues.

56. M. SALAZAR (Pérou) rappelle que trois thèses différentes ont été exposées au cours des débats. Les délégations des démocraties populaires estiment que le facteur essentiel est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Puissances administrantes prétendent que c'est à elles seules qu'il appartient de prendre une décision. Les délégations du troisième groupe estiment qu'il convient d'élaborer un ensemble de principes et de normes permettant de déterminer si un territoire a accédé à l'autonomie. M. Salazar considère que les deux premières thèses ne tiennent pas compte d'un nombre suffisant d'éléments. La première ne tient pas suffisamment compte du degré d'évolution économique, politique et social des territoires intéressés et la deuxième est

partiale. D'autre part, la liste du Comité *ad hoc* présente certains défauts et, notamment, ne donne pas une définition satisfaisante de la notion d'indépendance. M. Salazar considère qu'il suffirait d'étudier les définitions données par des experts en la matière, et de choisir celle qui semble la plus complète, ou d'élaborer une nouvelle définition qui contienne les éléments essentiels des définitions étudiées.

57. La liste préparée par le Comité *ad hoc* est le résultat d'un effort méritoire, mais le Comité n'a pas disposé du temps nécessaire pour résoudre ce problème si complexe. La liste est incomplète et devrait être améliorée, mais elle n'en est pas moins utile en tant que travail préparatoire. L'élément temps ne doit pas intervenir lorsqu'il s'agit d'une question d'un intérêt aussi exceptionnel. C'est pourquoi les délégations du Pérou et de la République Dominicaine présentent conjointement une série d'amendements (A/C.4/L.234) au projet de résolution en cours d'examen, visant notamment à charger un nouveau comité de continuer l'étude du problème des facteurs afin d'établir une liste qui soit acceptable à la fois par les Puissances administrantes et par la majorité des autres gouvernements.

58. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) explique que le premier point de l'amendement commun de la République Dominicaine et du Pérou consiste à supprimer le deuxième considérant du projet de résolution. En effet, ce considérant découle du principe fondamental sur lequel repose le Chapitre XI de la Charte, et son contenu est implicite dans le premier considérant du projet de résolution. Le deuxième point de l'amendement consiste à rappeler la résolution 567 (VI) de l'Assemblée générale et constitue un lien nécessaire entre le préambule et le dispositif. Diverses délégations ayant formulé des objections quant à l'adoption par la Quatrième Commission de la liste préparée par le Comité *ad hoc*, les délégations de la République Dominicaine et du Pérou ont pensé qu'il serait préférable de se borner à prendre acte de cette liste. Tel est le but du troisième point de l'amendement commun. En ce qui concerne le quatrième point de cet amendement, M. De Marchena appelle l'attention de la Commission sur l'alinéa *b* du nouveau paragraphe 3 proposé. Les éléments spécifiés dans cet alinéa sont en rapport direct avec le facteur énoncé à l'alinéa 2 du paragraphe A de la deuxième partie de la liste, à savoir l'opinion des populations du territoire librement exprimée en connaissance de cause, et par des voies démocratiques. Il semble indispensable d'étudier les éléments qui garantissent cette liberté d'expression. M. De Marchena ajoute que les auteurs des amendements sont disposés à accueillir toutes les suggestions utiles que pourraient faire les membres de la Commission.

59. M. EGUIZABAL (Salvador) déclare que, de l'avis de sa délégation, la situation des territoires non autonomes est essentiellement provisoire. Tous ces territoires sont appelés à changer de statut rapidement, compte tenu, bien entendu, de la situation particulière dans laquelle ils se trouvent. D'ailleurs la situation de ces territoires ne relève plus exclusivement de la juridiction nationale des Etats métropolitains; elle pose des questions qui intéressent la communauté des nations. En effet, le Chapitre XI de la Charte contient des dispositions contractuelles de caractère multilatéral qui représentent une garantie donnée par les Nations Unies

aux populations des territoires non autonomes. C'est grâce aux dispositions de l'Article 73, e, de la Charte que les Nations Unies sont mises au courant de l'évolution de ces territoires.

60. Le Gouvernement du Salvador appuiera toujours les mesures visant à assurer l'émancipation politique, économique et administrative des territoires non autonomes. Il a déjà adopté maintes fois cette attitude dans le passé, notamment à la IX^{ème} Conférence internationale américaine de Bogota, en 1948, et à la réunion préliminaire des Ministres des affaires étrangères des Etats d'Amérique centrale, tenue à San-Salvador en 1951, où il s'est prononcé en faveur de l'élimination du colonialisme en Amérique. Cette libération pourra s'effectuer par la reconnaissance de la souveraineté et de l'indépendance des peuples, ou tout au moins de l'autonomie complète, qui équivaut pratiquement à l'indépendance. Cette autonomie complète doit être accordée aux populations elles-mêmes et non pas aux gouvernements locaux constitués pour servir les intérêts de la métropole. En effet, dans ce dernier cas, l'autonomie ne serait qu'une façade destinée à masquer la continuation d'un régime colonial.

61. L'autonomie complète signifie essentiellement l'autonomie politique, dont découle logiquement l'autonomie économique, sociale, administrative et culturelle. Il est inadmissible que les Puissances administrantes se considèrent dégagées de l'obligation contenue dans l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte en ce qui concerne un territoire déterminé, sous prétexte qu'à leur avis le gouvernement de ce territoire jouit d'un certain degré d'autonomie dans les domaines social, économique et scolaire.

62. Contrairement à certains représentants, M. Eguizabal estime que l'absence de définition n'est pas un obstacle insurmontable. Bien au contraire, une définition présenterait des inconvénients; en effet, si parfaite qu'elle puisse être, elle ne pourra jamais être absolument rigoureuse et ne fera qu'établir des limitations et créer des problèmes d'interprétation. Il y a des notions qui sont immanentes et qui font partie de la conscience même des hommes et des peuples. La meilleure manière de les définir est de les mettre en pratique, de les rendre vivantes. La notion d'autonomie est issue du sentiment de la liberté, de l'indépendance qui, comme le sens de la justice, sont des attributs de l'âme humaine.

63. La délégation du Salvador ne saurait admettre que la faculté de décider si un territoire est devenu autonome appartient exclusivement à la Puissance administrante. Dans ce domaine, il est hors de doute que la décision appartient à la communauté internationale; malgré les efforts du Salvador et du Guatemala, l'Assemblée générale a éludé l'étude de cet aspect de la question, bien qu'il s'agisse d'un problème fondamental qui touche non seulement aux principes essentiels du droit international mais aussi à la vie même de millions d'êtres humains.

64. La délégation du Salvador considère que la liste de facteurs contenus dans le rapport du Comité *ad hoc* est acceptable. Elle est le résultat d'une étude laborieuse dont il convient de remercier le Comité. Toutefois, M. Eguizabal aurait préféré que les facteurs soient classés en trois catégories: facteurs permettant de conclure qu'un territoire a accédé à l'indépendance, facteurs permettant de conclure qu'un territoire s'est librement associé à la métropole ou à un autre pays, et facteurs permettant de conclure qu'un territoire s'est uni à la métropole ou à un autre pays et en est devenu partie intégrante. Cette classification a été proposée par le Salvador et le Guatemala dans l'exposé qu'ils ont présenté en commun au Secrétaire général (A/AC.58/1/Add.3). Elle permettrait d'appliquer des critères qui seront moins susceptibles d'interprétations divergentes.

65. Les deux gouvernements ont également déclaré qu'ils jugeaient essentiel d'accorder aux populations non autonomes le droit de modifier, de leur propre gré, en toute liberté et d'une manière démocratique, le statut ou les liens qui peuvent les rattacher à l'ancienne métropole ou à tout autre pays. Ils ont également jugé indispensable de prévoir expressément, conformément au droit international, qu'aucun gouvernement métropolitain ne pourra décider de modifier le statut politique d'un territoire non autonome qui ferait l'objet d'une revendication d'un autre Etat ou serait la cause d'un différend avec un autre Etat, tant que la situation qui fait l'objet du litige n'aurait pas été réglée.

66. La délégation du Salvador appuiera volontiers le projet de résolution commun (A/C.4/L.231), car la plupart des dispositions qu'il contient sont conformes à la position qu'elle a toujours soutenue.

Programme de travail

67. Le PRESIDENT rappelle que la Commission est saisie d'une demande d'audition du Bloc démocratique camerounais (A/C.4/219). Il propose d'inscrire cette question à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

Il en est ainsi décidé.

68. M. TAJIBNAPIS (Indonésie) rappelle qu'en vertu de la résolution 568 (VI) de l'Assemblée générale, la Commission devrait étudier la question de la cessation de la transmission, en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, de renseignements concernant les Antilles néerlandaises et Surinam. Il conviendrait d'attendre, pour aborder cette question, que le rapport du Comité *ad hoc* soit adopté. Aussi, propose-t-il à la Commission de discuter le point 6 de son ordre du jour, c'est-à-dire le rapport du Conseil de tutelle, avant le point 5.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 55.